86. fraude au sel

La fraude au sel

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant notre réclamation du 6 mars 2005, 19 janvier 2023 en seq:

Une grande partie de ce que nous avons envisagé s'est concentrée sur les formes de fraude à grande échelle menées à grande échelle.

Nous avons vu l'appât et le changement d'un bureau présidentiel pour un autre, l'appât et le changement d'une organisation commerciale d'État pour une autre, et même l'appât et le changement de gouvernements constitutionnels et limités remplacés par des gouvernements territoriaux rapaces gérés par des étrangers. , sociétés municipales à but lucratif dans le domaine de la fourniture de services gouvernementaux.

Nous avons vu ces schémas de substitution se poursuivre dans une variété infinie, même jusqu'au niveau de l'identité personnelle. Les personnes vivantes ont été imitées par des domaines de défunt infantile et soumises à des relations de fiduciaire non consensuelles avec des membres d'une association professionnelle étrangère dont les membres opèrent en tant qu'exécuteurs de Son Tort - pillant les domaines des victimes vivantes, bien qu'ils le jugent bon.

Les membres des barreaux agissent comme collecteurs d'impôts pour Rome depuis le deuxième siècle avant JC et sont venus en Grande-Bretagne en tant que companie de Merrie Men dans les derniers jours d'Elizabeth I. Depuis lors, ils se sont répandus dans le monde entier, apportant avec eux les mêmes stratagèmes de fraude légaliste et linguistique et des artifices constructifs.

Ils enlèvent leur portion du haut et remettent le reste au monarque britannique, qui prend leur coupe, et qui transmet ensuite le reste au Saint-Siège, qui distribue la majorité du butin de ce système à sa guise --- attribuant généralement une portion au réinvestissement, une portion aux travaux humanitaires et une portion pour l'administration.

Nous l'avons établi à partir des registres des virements bancaires.

Tout cela imite un système de gouvernance beaucoup plus ancien, celui de la Rome impériale. Aucun érudit en classiques ne peut manquer ce point.

L'Empire Charles III hérité est un Empire des morts, un empire de sociétés qui se répandent dans le monde entier, y compris l'Angleterre, l'Écosse, l'Irlande et le Pays de Galles, comme une vaste toile d'araignée, tous contrôlés par la Chaire des États.

Nous pouvons maintenant voir clairement quels "domaines" sont référencés: tous les domaines de cancres infantiles et les domaines des gouvernements libérés des personnes vivantes sont gérés comme des fiducies par des sociétés commerciales constituées --- tous aping et prétendant représenter les terres dormantes depuis longtemps gouvernements de juridiction qu'ils ont usurpés par la fraude et la ruse sous la couleur de la loi.

Nous avons mentionné les "gloires de Rome" --- ses empires commerciaux lointains, ses armées, sa discipline, ses exploits architecturaux et d'ingénierie, son système judiciaire efficace mais sévère, ses philosophes, son langage logique, son système monétaire fiable --- mais nous devons également noter la laideur de Rome et la manière dont son système de gouvernance se termine de manière prévisible par la corruption, la dégradation morale et l'aliénation.

Rome était (et est) un empire esclave.

Il y avait deux types d'esclaves dans l'Empire romain - ses propres citoyens et tout le monde.

Les citoyens romains ont servi l'Empire en tant que serviteurs sous contrat, ont pu voter lors de diverses élections et ont été obligés de servir à divers titres administratifs et militaires, tout en bénéficiant de certains avantages sociaux.

Les vastes armées de Rome fonctionnaient également comme des serviteurs sous contrat d'un grade différent et inférieur, bien que l'on puisse être citoyen de Rome et membre de l'armée en même temps; ces doubles citoyens étaient soumis au droit militaire pendant leur service et au droit civil pendant la retraite.

Il s'agit de la même structure exacte que nous voyons être dirigée par les sociétés municipales hébergées dans le district de Columbia aujourd'hui.

Le Territorial britannique des États-Unis. Les citoyens sont à peu près divisés en deux classes - une classe politique et une classe militaire professionnelle et comme dans la Rome antique, ils fonctionnent comme des serviteurs sous contrat, ont la double nationalité travaillant sous des contrats appelés Constitutions.

Le reste de la population est coincé dans le statut politique des criminels et des esclaves présumés, arbitrairement présumés être des "citoyens de la United States" Municipal Corporation.

Les Romains antiques considéraient leur vaste population d'esclaves de la même manière qu'un fermier considère un troupeau de vaches ou un troupeau de moutons - une ressource à épouser et à contrôler et à traire et à bilker aussi efficacement que possible.

Nous voyons aujourd'hui la même attitude exprimée par la direction des sociétés municipales: elles se réfèrent au grand public américain comme du «bétail» et au travail accompli dans les États-nations de l'Union comme étant «à la ferme»".

Les esclaves occupaient la même position, ne serait-ce que légèrement plus élevée, que les animaux dans le schéma romain des choses, et, comme maintenant, les Romains discutaient de l'administration des nations esclaves de la même manière qu'un agriculteur discutait de la gestion

du bétail, jusqu'à l'élevage et les programmes de stérilisation.

Nous n'avons pas à chercher loin ou longtemps pour déterminer la source des problèmes qui nous ont été visités par les planificateurs de la pandémie. Ceci, comme la planification familiale de Margaret Sanger, fait partie du programme eugénique introduit par le seigneur britannique Pirbright et Cecil Rhodes en Afrique du Sud, et c'est le même schéma exact adopté par les nazis au nom de la pureté raciale. Et tout ce mal, toute cette mauvaise pensée, nous vient directement de la Rome impériale.

Nous l'avons déjà vu et nous n'avons pas besoin de le revoir.

Leurs tentatives de justifier leur propre criminalité en affirmant l'infériorité des autres, ont conduit les Romains antiques et leurs disciples d'aujourd'hui à commettre les mêmes erreurs.

Alors que les Romains rabaissent les autres hommes et femmes, la logique inévitable de la nature dicte qu'ils se rabaissent eux aussi, afin qu'ils deviennent rapidement corrompus, aliénés et cruels.

C'est parce qu'ils ne peuvent plus se voir reflétés dans leur prochain. Comme ils objectivent les autres, ils deviennent des objets.

Une mentalité de chien-manger-chien prend le relais et les criminels désireux de mentir, de tricher, de voler, de tuer et d'abuser des autres, se réfugient dans les théories sur la "survie des plus aptes" et la "sélection naturelle" --- sans jamais remarquer à quel point ils sont consanguins, malades et inaptes à tous égards, ils sont devenus.

Ceci est le résultat direct de la dépendance de Rome à l'esclavage. On ne peut pas asservir un autre, sans devenir asservi à quelque chose de pire.

Chaque fois que Rome empiète sur la loi du libre arbitre, la loi s'applique à l'avilissement mental, émotionnel et physique complet des intrus.

Rome n'a jamais eu d'économie en dehors de la guerre pour le profit et de l'esclavage des nations conquises. Même ses réseaux commerciaux tant vantés étaient animés par des esclaves et les esclaves constituaient une partie importante de la production et de la valeur nette de Rome. Ils ont fait leur argent en faisant la guerre au profit et en vendant des esclaves. Ils le font toujours. Ils refusent d'apprendre quelque chose de mieux ou de différent et continuent de se cogner la tête contre la nature elle-même, avec des résultats prévisibles.

La nature gagne. Les Romains et leurs partisans s'autodétruisent, désespérément dégradés et se vautrent dans la corruption mentale et émotionnelle qui résulte de la pratique de l'esclavage. Bientôt, aucune drogue n'est assez forte, aucune perversion sexuelle suffisamment titillante, aucune cruauté assez vile, il n'y a rien de bas en dessous d'eux alors qu'ils plongent la tête la première dans la fosse de leur propre fabrication.

Ce n'est pas une erreur que la fonction publique fédérale sous l'administration du gouvernement de la ville ait combattu aux côtés des organisations de l'État d'État du Sud pendant la soi-disant guerre civile américaine.

Rome ne pouvait pas être financée à sa manière traditionnelle sans l'esclavage institutionnalisé.

Sachant cela, les dirigeants se sont frayé un chemin hors des décombres qu'ils ont créés avec le soi-disant quatorzième amendement à la Constitution d'entreprise adopté par la British Territorial Municipal Corporation en 1868.

Tout en supprimant la propriété privée des esclaves avec le treizième amendement, les auteurs se sont retournés et ont rétabli l'esclavage institutionnalisé en créant la propriété publique des esclaves via leur quatorzième amendement imposé et auto-adopté unilatéralement.

Ils ont en outre défini tous les criminels comme des esclaves et se sont laissés le privilège de définir le crime par des actes législatifs au lieu du droit public.

Ils étaient eux-mêmes déjà des criminels en vertu de notre droit public, ayant commis une trahison et une insurrection armée et un complot contre les contrats de service mêmes qui les définissent et leur permettent d'exister et d'avoir leur résidence dans ce pays.

Parce qu'ils ont soutenu le côté perdant ("le Sud") pendant la guerre, le gouvernement municipal géré par la ville devait des réparations de guerre à la British Territorial-operative Municipal Corporation - le gouvernement du district, une circonstance qui a conduit à définir tous les "citoyens" municipaux des États-Unis "en tant que criminels --- et esclaves, dans le cadre du programme du quatorzième amendement.

Les fiducies immobilières privées établies par le Saint-Siège devaient de l'argent - des «réparations de guerre» aux fiducies immobilières publiques établies par la Couronne britannique.

Rien de tout cela n'avait à voir avec les Américains de base.

Le Territorial britannique des États-Unis. Les citoyens recouvraient les dettes des «citoyens des États-Unis» --- des employés de la fonction publique fédérale et de leurs personnes à charge.

Il était pratique pour les deux parties de confondre les Américains moyens avec les participants à cet arrangement. Plus il y a de citoyens municipaux des États-Unis, plus il y a d'objectifs à collecter auprès - de l'avis des sous-traitants territoriaux britanniques, et plus il y a de citoyens municipaux des États-Unis, plus la dette était répartie - de l'avis de la Sous-traitants gérés par la ville.

Les deux côtés de cette situation étaient très motivés à confondre les Américains moyens avec les citoyens des États-Unis, et ils l'ont fait, via tous les différents contrats privés que les auteurs ont offerts et appliqués sous la couleur de la loi et des conditions de non-divulgation.

Cela comprend, mais sans s'y limiter, l'enregistrement des naissances, le droit d'auteur non divulgué des noms donnés, la création de fiducies publiques et privées pour enfants décédés et des comptes associés, l'octroi d'obligations de citoyenneté étrangère, l'inscription forcée à des programmes tels que la sécurité sociale et Service sélectif (le projet militaire), l'octroi de licences aux professions et professions communes, la fiscalité des gains privés, et la soumission des victimes à des lois étrangères qui ne leur étaient par ailleurs jamais applicables.

En utilisant ces fiducies constructives - c'est-à-dire des fiducies théoriques publiques et privées, établies au nom de chaque Américain vivant - le pillage de ces fiducies a commencé en mai 1865, avec la création de districts militaires et de tribunaux militaires de district.

La population d'esclaves d'origine des employés de la fonction publique fédérale et de leurs personnes à charge a été rapidement augmentée par tous les anciens esclaves des plantations qui, involontairement, avaient la "citoyenneté des États-Unis" qui leur avait été conférée par des membres du Congrès territorial, et leurs domaines terrestres ont donc été saisis et pillé et utilisé comme garantie soutenant les dettes de ces monstres.

L'offre originale de réinstallation de Forty Acres et d'un mulet étendue aux anciens esclaves des plantations a été rapidement modifiée pour l'opportunité beaucoup moins coûteuse de la conversion illégale du statut politique naturel des anciens esclaves. La grande majorité n'a pas commencé à saisir l'impact de la «citoyenneté fédérale» qui leur a été conférée et n'a donc pas résisté.

Les quelques-uns qui se sont opposés et ont résisté à l'hypothèse de la citoyenneté fédérale, y compris des dirigeants amérindiens avertis, ont été réduits au silence par le meurtre, l'incarcération illégale et l'internement dans les soi-disant réserves indiennes.

L'absence de divulgation complète annule tout contrat, mais les gens doivent connaître l'existence d'un contrat avant de pouvoir s'y opposer. Nous avons vu cette fraude non-divulgation tout au long --- non-divulgation aux mères signant des documents dans les hôpitaux, non-divulgation aux personnes "volontaires" pour s'inscrire à la sécurité sociale, non-divulgation concernant les bureaux occupés, non-divulgation sur les élections privées se substituant aux élections publiques, non-divulgation concernant le caractère mercenaire des services armés, et ainsi de suite.

Même s'il est totalement illégal et illégal de "sécuriser" la chair vivante, les auteurs de ce stratagème de fraude se sont efforcés d'excuser leurs actions
comme étant techniquement admissible, parce qu'ils répondaient à leurs actions et prétendaient à des franchises constituées appartenant à l'autre Corporation municipale impliquée dans l'orchestration de cette fraude - pas aux personnes vivantes dont toutes ces sociétés ont été nommées.

Dans le domaine théorique, ces fictions légales pouvaient se battre toute la journée sans nuire aux personnes qui leur avaient été nommées, et le peuple ne serait pas plus sage.

Dans la vraie vie, les personnes vivantes ont été systématiquement maltraitées par les tribunaux de district militaire et les franchises étrangères "State of State Courts" et maltraitées comme esclaves, même si la grande majorité de ces Américains n'ont pas participé à la guerre civile américaine et ne devaient pas réparations de guerre et n'étaient pas citoyens des États-Unis, et n'ont jamais travaillé pour aucun employeur fédéral.

En maintenant cette usurpation d'identité et cette fraude «d'identité erronée», les sociétés municipales incriminées hébergées dans le district de Columbia ont continué de percevoir des réparations de guerre résultant de leurs propres activités pendant 160 ans. Toutes les dépenses de ces guerres à but lucratif ont été supportées par les victimes et tous les bénéfices ont été ramenés

à Londres et à Rome.

Quand est venu le temps de payer les soldats, les auteurs ont prétendu qu'ils ne savaient pas où ils étaient.

À partir de la Seconde Guerre mondiale, les hommes enrôlés et enrôlés et autrement enrôlés pour servir dans les forces armées "américaines", ont souffert de nouvelles présomptions juridiques.

S'ils n'ont pas écrit de lettre à leur commandant de branche disant le contraire, il a été présumé qu'ils restaient éternellement dans la juridiction fédérale et ont choisi de ne jamais rentrer chez eux dans les États-nations de l'Union à la fin de leur mandat. Par conséquent, ces anciens combattants n'ont pas pu accéder à leurs garanties constitutionnelles ni percevoir les portefeuilles d'actions et autres avantages qui leur étaient dus. En conséquence, ils sont restés soumis au droit privé étranger des sociétés municipales et ont été à jamais privés de la liberté pour laquelle ils se sont battus.

Ce qui a commencé avec les États-Unis. Citoyens aux États-Unis. Les militaires réclamant des réparations de guerre aux citoyens de la fonction publique fédérale des États-Unis ont été retournés de sorte qu'en tant que vétérans, ils sont eux-mêmes considérés comme des citoyens des États-Unis. Toute cette chicane se déroule entre deux sociétés municipales, qui appartiennent en dernier ressort au pape, et des millions d'Américains ont été pris au milieu de celle-ci, mal identifiés, ciblés et fraudés.

Étant donné que ces deux sociétés sont finalement détenues et exploitées par le pape, il est en effet ridicule de prétendre qu'elles sont en guerre, ou que prendre de la poche gauche pour payer la poche droite est très différent dans son résultat net à prendre de la poche droite pour payer la gauche.

En tant que gouvernement légal de ce pays, nous souhaitons que cette activité criminelle de la part de nos sous-traitants fédéraux et la promotion de guerres bidon cessent.

L'esclavage de facto des citoyens municipaux des États-Unis et la conversion illégale non divulguée de millions d'Américains dans ce statut politique étranger se poursuivent à ce jour; acculé, le Saint-Siège a affirmé que tout cela était "volontaire" et que les victimes de ce régime en recevaient des "avantages.

Le commissaire de l'IRS et de nombreux employés de ce réseau d'extorsion privé ont également affirmé que le paiement de l'impôt fédéral sur le revenu par la majorité des Américains était volontaire à 100.

Ce qu'ils ne parviennent pas à résoudre, c'est le manque de divulgation et de force sous la couleur de la loi qui a assisté à la création de tous les prétendus contrats privés "volontaires" soutenant ces allégations de "conformité volontaire" - et toutes les actions d'application vicieuses qui résultent lorsque les volontaires ne plus se conformer.

Il est impossible qu'un contrat soit volontaire s'il n'est pas divulgué à 100%, et il est également impossible qu'il soit volontaire lorsqu'il est établi sous contrainte --- par exemple, étant dit que

vous ne pouvez pas avoir d'emploi en Amérique sans compte de sécurité sociale, étant dit que vous ne pouvez pas payer de dette sauf avec plus de dette, étant dit que vous "devez" inscrivez-vous pour Selective Service, et toutes les autres directives et mandats intéressés qui ne s'appliquent qu'aux citoyens fédéraux imposés aux Américains moyens.

Un examen plus approfondi des circonstances montre que les victimes ne savent même pas ce qu'elles sont censées faire, et les prétendues prestations sont toutes payées par les victimes elles-mêmes.

Les citoyens de la Rome antique ont également reçu des "avantages" --- sous forme d'allotissements de sel. Les fantassins romains ont reçu du sel comme salaire. C'est l'origine du dicton: "Vous valez votre sel."

Le gouvernement romain a interdit l'ancienne pratique de la récolte du sel de la mer et s'est arrangé pour utiliser le sel extrait de ses propres mines de sel à la place. Ainsi, il a créé une valeur et un marché arbitraires pour le sel, l'un des minéraux les plus courants sur Terre, et s'est payé pour payer à ses propres soldats et citoyens une allocation de sel que les victimes ont finalement payée par le biais de la fiscalité.

Vous vous souvenez de la marche de Gandhi vers la mer et du Raj britannique qui gênait les gens qui cherchaient à récolter du sel de la mer? Là, ils se tenaient dans leurs uniformes avec leurs billy clubs et leurs fusils, battant et tirant sur la foule de gens non armés affirmant pacifiquement leur droit traditionnel de récolter du sel de la mer.

C'est exactement la même chose, une autre rediffusion. Les Britanniques, comme les Romains avant eux, ont interdit la récolte de sel de la mer --- et pour les mêmes raisons.

Les habitants de notre pays et de tous les autres pays touchés par cette criminalité ont été informés qu'ils devaient s'inscrire à un numéro de sécurité sociale et avoir un compte de sécurité sociale pour avoir un emploi.

Il s'agit au mieux d'une demi-vérité, car elle ne s'applique qu'à l'emploi fédéral.

Le reste de la population, qui a tous été délibérément mal informés et qui n'a jamais cherché d'emploi fédéral en premier lieu, est contraint par la couleur de la loi de s'inscrire à la sécurité sociale, un programme de retraite fédéral pour les employés fédéraux et leurs personnes à charge.

Même le fait que ce programme soit conçu pour les employés fédéraux et leurs personnes à charge n'est jamais divulgué dans aucune des publications sur les inscriptions. Il n'est pas question de savoir qui pourrait être un "dépendant" et si vous en êtes un ou non.

Pourtant, le Saint-Siège et ses sous-traitants territoriaux britanniques décrivent cette action comme "volontaire" et affirment qu'elle crée un accord privé à vie pour accepter la servitude et la fiscalité en tant que citoyen municipal des États-Unis en échange de ces avantages que les victimes paient.

Les auteurs utilisent cela comme excuse pour percevoir 7,5% des gains totaux à vie de la victime en tant qu'impôt sur la sécurité sociale et facturer à leurs employeurs une taxe correspondante de 7,5. Ils utilisent également ce prétendu contrat privé comme excuse pour percevoir l'impôt fédéral sur le revenu et prendre encore 30% à 40% en moyenne des gains à vie de la victime.

Comme la taxe sur le sel, il n'y a aucun avantage réel impliqué; bien au contraire.

Si les victimes étaient autorisées à simplement conserver leurs revenus, elles bénéficieraient d'un niveau de vie sensiblement meilleur tout au long de leur vie, et si elles n'en investissaient que la moitié, dans un compte à faible taux d'intérêt, elles pourraient continuer à jouir de ce niveau élevé de vie et de payer leur assurance médicale et leurs propres frais de fin de vie.

Au lieu de cela, ils paient non seulement pour eux-mêmes, mais pour tous les autres esclaves qui n'ont pas travaillé, gagné et contribué à ce système. Ce n'est pas un acte de charité choisi et volontaire de la part des personnes démunies; c'est un choix politique et administratif fait "pour" eux par les Exécuteurs de Son Tort exploitant les fiducies publiques et privées qui portent leur nom.

Si les esclaves improductifs ou blessés ou sans emploi ne reçoivent pas de soutien de base, ils deviennent réticents et deviennent moches. ils doivent donc être prévus, mais évidemment, les maîtres esclaves romains ne veulent pas renoncer à un centime supplémentaire, et il est globalement plus pratique pour les autres esclaves de prendre le poids mort et de porter le fardeau du soutien de leurs compagnons esclaves.

Les auteurs ont utilisé la Corporation municipale gérée par la ville et ses millions de franchises comme débiteur universel et ont opprimé sa population d'esclaves mal acquise en conséquence. Des millions d'Américains ont été imposés par ces criminels agissant sous le couvert de la loi et sous le couvert de leurs propres employés fédéraux.

L'argent et plus tard, le crédit, collecté pour la Social Security Administration (un autre sous-traitant public-privé des sous-traitants fédéraux) a été promis d'être mis de côté dans un fonds fiduciaire distinct au profit de ceux qui y contribuent, mais le rapace Congrès territorial réinterprété l'accord après coup, et mettre tout l'argent de la sécurité sociale dans le Fonds général pour être dépensé par leur propre moi précieux pour tout ce qui leur plaît.

Maintenant, ces mêmes sociétés municipales coupables et débauchées se faisant passer pour et prétendant représenter notre gouvernement font faillite et disent à des millions de personnes âgées américaines que leurs paiements de compte de sécurité sociale peuvent être interrompus ou non payés du tout, selon les actions des États-Unis. Les administrateurs, qui n'ont jamais été nommés par nous et qui n'ont même rien à faire ici.

Il n'y a pas de contrat ou de traité permettant à une cour d'homologation d'exister dans ce pays, donc l'institution des "fiduciaires des États-Unis" et leur disposition de nos biens est une autre escroquerie intéressée.

Veuillez noter qu'il existe une différence fondamentale entre un avantage acquis grâce au travail acharné et à la contribution, en particulier le travail acharné et la contribution à une fiducie, et un

avantage reçu gratuitement en cadeau. Bien que les deux puissent être bénéfiques, l'un est dû comme une obligation à la fois dans les affaires et dans la conscience morale --- et l'autre ne l'est pas.

Ceux qui ont travaillé et contribué leurs "quarante quarts" d'imposition, une période de dix ans de travail, minimum, doivent le plein bénéfice de leur contribution, tandis que tous les freeloaders bénéficiant de la sécurité sociale sans y cotiser, sont dans un tout autre statut.

De plus, l'intérêt personnel des sociétés municipales a permis la pratique préjudiciable et arbitraire de déshériter un conjoint survivant, leur refusant les services et les avantages qu'eux-mêmes et leur conjoint sont tous deux littéralement dus par ces sociétés.

Les aînés du monde occidental devraient être à l'aise dans leur vieillesse, ayant gagné le soutien de tout ce dont ils ont besoin. Au lieu de cela, ils sont en train de jouer avec des services inférieurs aux normes et des paiements pénibles, car les administrateurs de sociétés ont dépensé leur argent de pension et d'assurance médicale en donnant des prestations et en achetant des votes à des personnes qui n'ont pas cotisé un centime.

Maintenant, même les services inférieurs aux normes sont menacés.

Grâce à cette fraude au sel moderne, appelant des biens et des services que nous payons pour des «avantages» et convertissant nos droits en privilèges sur la base de la fausse affirmation selon laquelle nous adoptons tous volontairement la citoyenneté fédérale, des millions de personnes âgées ont faim et perdent leur maison et cela est directement attribuable aux sociétés municipales qui se paient elles-mêmes et leurs copains à partir de ces mêmes fonds de pension et d'assurance médicale.

Nous souhaitons que tous les fonds collectés par la taxe sur la sécurité sociale de 1933 à ce jour soient vérifiés.

Nous souhaitons que les contributions des Américains qui n'ont jamais été des employés fédéraux ou qui ont été des employés fédéraux pendant de courtes périodes au cours de leur carrière professionnelle, mais qui ne sont pas admissibles à la retraite fédérale, soient mises de côté comme la première obligation prioritaire des sociétés et des directeurs municipaux responsables de cette débâcle.

Nous souhaitons l'arrêt immédiat et permanent du décaissement des fonds de sécurité sociale aux fins de l'achat de votes et de la réinstallation des réfugiés.

Nous souhaitons à la fois la fin des efforts de génocide en cours visant les créanciers prioritaires de ces sociétés municipales et l'importation illégale et illégale de travailleurs étrangers pour remplacer ces mêmes créanciers prioritaires.

Nous souhaitons des soins de santé et de réadaptation les mieux notés pour nos aînés.

Plus qu'assez d'argent aurait pu être et aurait été généré par la Caisse de sécurité sociale elle-même, si les auteurs avaient simplement laissé le programme tranquille et l'avaient laissé

fonctionner comme annoncé.

Au lieu de cela, nous avons un autre exemple de "redéfinition, changement de marque et réétiquetage" non consensuels entraînant une substitution frauduleuse et non consensuelle d'un produit inférieur sous la couleur de la loi, et la fausse déclaration et les malversations persistantes des mandataires agissant dans une capacité non divulguée en conflit d'intérêts.

Nous avons, encore une fois, le vol de fonds appartenant à une population, qui bénéficiera à une autre population, et bien que cela soit masqué par la philanthropie, il est mieux connu comme l'achat de votes sur le nickel de quelqu'un d'autre.

Tout cela en soi devrait être suffisant pour justifier la liquidation immédiate et définitive de ces sociétés municipales incriminées et le retour de leurs avoirs et de tous les intérêts de fiducie publics et privés associés aux personnes blessées.

Cela devrait également être une motivation suffisante pour retirer toutes les prestations de retraite du Congrès des membres du Congrès qui ont promu et permis à ces conditions d'avoir un impact sur le grand public tout en conservant de très belles pensions et des avantages pour eux-mêmes.

Ils devraient également être punis pour s'être exemptés, ainsi que leurs familles, ainsi que leurs membres du personnel et leurs familles, de participer au programme de vaccination forcée qu'ils ont imposé à presque tout le monde. Rien ne dit plus clairement leur culpabilité et leur mauvaise foi que leur évitement du mal qu'ils ont poussé sur tout le monde.

Nous souhaitons que tous ceux qui ont participé à la réinstauration de l'esclavage après la guerre civile et pendant l'administration Wilson et également pendant la Grande Dépression créée arbitrairement, soient exhumés, chassés. et enterré en mer. Ces traîtres en col blanc à ce pays et à l'humanité ne méritent aucun lieu de repos paisible sur notre terre et notre sol.

Pour récapituler:

L'esclavage a été interdit dans ce pays par le treizième amendement de 1865, puis rétabli par le quatorzième amendement à la soi-disant Constitution corporative en 1868.

L'esclavage a été interdit dans le monde entier par la Société des Nations en 1926, puis ressuscité par Franklin Delano Roosevelt en 1933.

Grâce à Rome, l'esclavage a été subi par la population vivante de cette planète plus ou moins continuellement depuis l'Antiquité, à chaque fois avec le même résultat: l'avilissement total et la corruption de ceux qui asservissent les autres, et le vol et l'abus de ceux qui sont asservis.

L'esclavage est une pratique qui ruine le propriétaire d'esclaves par l'avilissement de la conscience morale et qui ruine l'esclave par la maltraitance. Il n'a absolument aucune valeur de rachat et a été interdit à plusieurs reprises en conséquence.

La seule force qui continue de plaider en faveur de l'esclavage est le même gouvernement têtu et impénitent qui a refusé de renoncer à sa dépendance à l'esclavage comme moyen de promouvoir

son propre enrichissement injuste --- la ville de Rome et, à l'heure actuelle, ses sociétés municipales.

Si les Romains aiment tant l'esclavage, laissez-les contempler leur propre asservissement au --- et leur dépendance au mal.

Ayant décidé de mettre fin à l'esclavage en tant qu'institution, nous n'avons pas accepté l'abolition de la propriété privée des esclaves simplement pour faire place à la propriété publique des esclaves. Nous avons appris les leçons de l'esclavage et bien appris. Nous les avons déjà vus et nous n'avons pas besoin de les revoir.

Nous souhaitons la fin totale, complète et permanente de l'esclavage sous quelque forme que ce soit dans n'importe quel lieu.

Les excuses de Rome pour pratiquer l'esclavage et son penchant pour les guerres mercenaires à but lucratif, n'ont jamais été suffisantes à aucun moment de l'histoire de Rome, et elles font encore défaut maintenant.

Nous soutenons qu'un homme ayant des droits naturels fondamentaux et inaliénables ne peut être privé d'aucun de ces droits en tant que condition d'emploi ou en raison d'une certaine habilitation juridique cherchant à redéfinir la nature et le statut de l'humanité, y compris, mais sans s'y limiter, l'usurpation d'identité des personnes vivantes en tant que sociétés ni altération secrète du génome de l'humanité par des criminels sans conscience.

Nous souhaitons une correction immédiate et drastique de l'organe actuel représentant l'intérêt des successeurs du Saint-Empire romain germanique et des propriétaires-exploitants de ces deux sociétés municipales hébergées dans le district de Columbia.

Les membres du Barreau sont des Prime Movers dans la mise en place des raquettes de confiance et des jeux de noms que nous avons décrits tout au long.

Ils, membres du barreau, ont volontairement créé et dirigé les tribunaux de district militaire non autorisés et les tribunaux d'homologation en tant qu'entreprises à but lucratif désintéressées de la justice. Ils ont récolté les bénéfices de leurs voisins, amis et ennemis, et ont profité de ce racket légalisé contre les mêmes personnes qui sont leurs employeurs ultimes et à qui ils doivent la bonne foi sous contrat.

Aucune de ces fraudes contre le public ne serait possible sans la participation volontaire des membres des barreaux et leur refus abject de poursuivre les crimes qui renforcent leurs propres intérêts économiques. En effet, ces hommes qui se cachent derrière le caractère sacré de leurs fonctions assumées, ne rougissent pas de commettre des crimes chaque jour qu'ils opèrent en tant qu'officiers de banque se faisant passer pour des ministres de la justice.

Tout ce dont nous avons discuté ici et tout au long de notre présentation équivaut à un crime commercial; il n'y a pas de politique de noir ou blanc, républicain ou démocrate, pas catholique ou protestant --- tous ont souffert également de l'infraction pénale de confiance et des contrats de service déshonorés.

Comme dans la Rome antique, un putsch militaire a conduit à l'Empire des villes et mène maintenant à la destruction à la suite de la criminalité et de l'immoralité qui en résulte.

Nous souhaitons que ce cycle écoeurant de stupidité s'arrête et appelons ses responsables à l'arrêter.

Tout cela est le résultat: (1) de l'idolâtrie d'argent; (2) la doctrine de la rareté; (3) Le refus romain de trouver un autre moyen de gagner sa vie; (4) Mauvaise foi et chicane légale; (5) Violation des contrats de fiducie et de service commercial; (5) crime institutionnalisé rendu possible par des membres des barreaux.

Nous souhaitons la fin de la théorie du cosmos centrée sur l'homme et de toutes les activités désagréables et malhonnêtes qui y sont associées.

Nous sommes tous des êtres de lumière vivant dans un corps fait de poussière. Nous avons mieux à faire avec le temps dont nous disposons que de nous battre et de tricher et de mentir et de voler et de tuer

Nous devons être libérés de la répétition de tous ces stratagèmes de fraude et expiés - plus soumis à Satan et à ses bêtises, pleinement informés de la nature banale et duplicite du mal, que ce mal soit trouvé à l'intérieur ou à l'extérieur d'une institution donnée, personnifié comme une idole, nommé ou sans nom.

Nous avons réussi les tests et devons être libérés.

Délivré par: Anna Maria Riezinger, fiduciaire
États-Unis d'Amérique
En charge de: Box 520994
Big Lake, Alaska 99652

21 mai 2023

Voir cet article et plus de 4100 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

---

Revision #1
Created 22 February 2025 23:32:33 by Bee
Updated 22 February 2025 23:32:33 by Bee